



DE LA FONDATION _____
POUR LA MÉMOIRE
DE LA DÉPORTATION

Association culturelle (loi du 1er juillet 1901) J.O.A n° 1336 du 7/2/1996

BULLETIN D'ADHESION 2003
ou de RENOUELEMENT DE COTISATION
(rayer la mention inutile)

NOM _____ Prénom _____

Année de naissance _____ Profession _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Téléphone _____ Fax _____ Email _____

date :

Signature :

Votre motivation : déporté ou interné parent sympathisant

dans les deux premiers cas, dans quel(s) camp(s) ? : _____

adhérez-vous à une organisation d'anciens déportés, si oui, laquelle ? _____

Pouvez-vous aider les membres du bureau de la structure locale de votre département ? _____

Personne morale (associations, entreprises, établissements scolaires, etc.)	Personne physique
Cotisation à partir de 47 Euros : _____	Cotisation - de membre (21 Euros) : _____ Euros - ou de soutien (33 Euros) : _____ Euros - ou de bienfaiteur (47 Euros) : _____ Euros Don : _____ Euros

Abonnement au bulletin "Mémoire et Vigilance" : 10 Euros
4 numéros par an

Pour l'année 2003, je verse donc, par chèque, _____ Euros, à l'ordre de l'AFMD.
Je recevrai ma carte d'adhérent et un reçu fiscal concernant le montant de ma cotisation et de mon don éventuel.

Je souhaite que vous informiez des activités de l'AFMD la ou les personnes(s) suivantes :

Nom(s), Prénom(s), adresse(s) : _____

AFMD - 31 bd Saint-Germain - 75005 PARIS

Tél. : 01 43 25 84 98 Fax : 01 43 29 58 92

Email : afmd@afmd.asso.fr Site Internet <http://www.afmd.asso.fr>



MÉMOIRE

ET *Vigilance*

BULLETIN TRIMESTRIEL DE
L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA FONDATION POUR LA MÉMOIRE DE LA DÉPORTATION

3^e trimestre 2003 - 15 septembre 2003

N° 27

Il y a soixante ans naissait le *Chant des Marais*



Le camp de Börgermoor, vu par Jean Kralik.

En ce temps et en ce lieu naît, au cœur de l'été, dans l'univers concentrationnaire encore en genèse, le *Börgermoorlieder*. Comme une plainte nostalgique, étouffée par le froid, la boue, la solitude, mais aussi comme un cri de révolte et d'espoir.

CHANT DES MARAIS

Harmonisation à 5 voix égales
de
LOUIS LIÉBARD

TÉNOR Solo

1. Loin dans l'in-fi-ni sé-tendent De grands près ma-ré-ca-geux
2. Dans ce camp morte et sau-va-ge En lou-ré de murs de fer

TÉNOR
BARYTON

mf.

1^{re} BASSE
2^{me} BASSE

mf.

SOMMAIRE

Agenda 2

Édito

Un été chaud et meurtrier.

Une rentrée qui doit
nous mobiliser

Dany Tétot 3

L'AFMD agréée par

L'Éducation nationale 3

Échos de nos délégations

territoriales 4, 5

Il y a soixante ans naissait

le *Chant des Marais* 6

Intervention de

Nadine Fresco aux

"Entretiens de l'AFMD"

Bordeaux 2003 7, 8, 9, 10

L'actualité en bref 11

Bibliographie pour le

Concours national de la

Résistance et de la

Déportation 12

Notes de lecture 14

Courrier des lecteurs 15

Bulletin d'adhésion 16

Agenda... Agenda... Agenda... Agenda... Agenda...

■ 3, 4, 5 et 6 octobre 2003

Congrès national de l'Amicale d'Oranienburg-Sachsenhausen à Brive-la-Gaillarde.

■ 8 et 9 octobre 2003

Représentation de *La raffe du Vel d'Hiv*, mise en scène de Philippe Ogouz, déjà coauteur de *La Petite Fille Privilégiée* (d'après le témoignage de Francine Christophe).

Au Lavoir moderne (35 rue Léon - 75018 Paris - Tél. : 01 42 52 09 14).

■ 15 octobre 2003

À l'occasion de l'anniversaire de la Libération de la Corse, le musée de la Résistance nationale de Champigny propose une journée entièrement consacrée à la résistance en Corse. Le nombre de places étant limité, il vous faut contacter le musée au 01 48 81 45 97.

■ Jusqu'au 26 octobre 2003

L'exposition consacrée à Jean Moulin est visible au Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation de Lyon : l'occasion de (re)découvrir un destin exceptionnel forgé par un cheminement et des rencontres, un engagement, et de comprendre comment s'est élaboré le culte qui lui est rendu. À noter aussi que ce musée propose, jusqu'au 21 décembre, l'exposition *Les Etrangers dans la Résistance*, conçue par le musée de la Résistance nationale, et qu'il rendra hommage, en janvier, à la mémoire de Victor Basch, assassiné. Contact : 04 78 72 23 11.

■ À partir du 7 novembre 2003

Des attentats contre Hitler. Une exposition dédiée à celles et ceux qui ont voulu supprimer Hitler pour mettre fin à sa dictature. Si l'on connaît mieux aujourd'hui la Résistance allemande, le grand public ne connaît pas nécessairement toutes les tentatives extrêmes de cette résistance, d'autant qu'elles ont échoué. Le mémorial Leclerc - musée Jean-Moulin de Paris, en partenariat avec le mémorial de la Résistance allemande de Berlin, nous parle de "ceux qui, avec désespoir, se sont opposés à la tyrannie", selon la formule de Willy Brandt, résistant de la première heure et ancien Chancelier.

■ 8 novembre 2003

Hommage aux Résistants de la Loire inférieure : Nantes 1943 "Le Procès des 42".

Colloque à Nantes à 9 h 30. Université de Nantes. Faculté des Lettres, UFR de Sociologie. Bâtiment Censive - Amphi 4 et salle 2000 - Projection du documentaire. Station de tramway, École Centrale - Sup de Co. Rue de la Censive du Tertre.

Thème : "Guérilla urbaine et répression anticomuniste. Paris-Nantes (1941-1943)". Contact : 02 51 72 93 20.

■ 18 novembre 2003

La DT de l'Isère propose une conférence intitulée : *Du Fascisme hitlérien aux menaces populistes actuelles*, avec la participation d'Eric Vial, professeur à l'université Pierre Mendès France de Grenoble, spécialiste de l'antifascisme italien. Première expression de l'historique du fascisme, et lui donnant son nom, l'Italie mussolinienne est une référence implicite tentante de tout discours d'extrême droite. La représentation de l'instauration de la dictature conditionne en partie la perception des dangers fascistes ; or, la complexité des faits impose de s'interroger sur cette représentation et sur la façon dont elle a pu être construite par le régime fasciste lui-même. Face à la tentation populiste, manifeste dans maints pays, on peut se demander si elle ne gêne pas les analystes et les réactions plus qu'elle ne les favorise, mais aussi si elle n'est pas partagée par les mouvements populistes en particulier, de nouveau pour ce qui est du rôle de leurs chefs, prétendant incarner le peuple et résoudre ses difficultés par magie. Il s'agira de raconter pour comparer et surtout pour lancer le débat.

■ 11 et 18 janvier, 8 février 2004

Le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) organise un voyage à Auschwitz, en compagnie d'anciens déportés. Pour tout renseignement sur le programme, la participation aux frais :

Valérie Ezra - Tél. : 01 44 59 97 02.

■ Du 3 au 8 février 2004

L'association "Europe de la Mémoire" réédite une Semaine contre le racisme dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. À partir de thèmes (le génocide arménien, la Guerre d'Espagne, la Seconde Guerre mondiale), quatre-vingt et une villes de plus de 20 000 habitants se verront proposer l'accueil de manifestations culturelles (expositions, théâtre, conférences, films)... Contact europa.memoire@europa-memoire.org

Un été chaud et meurtrier. Une rentrée qui doit nous mobiliser

Les vacances sont terminées, elles nous auront permis de nous reposer, de nous régénérer pour continuer notre travail de mémoire avec encore plus de force.

En tant que citoyens responsables, nous ne pouvons pas être insensibles aux événements internationaux et nationaux qui nous ont interpellés cet été.

Je citerai, d'une part, le spectacle donné chaque jour par les médias de morts innocents, souvent victimes d'un fanatisme exacerbé qui fragilise la paix dans le monde ; d'autre part, les effets tragiques d'une canicule exceptionnelle qui doit nous conduire à des attitudes humanitaires : n'oublions pas nos personnes âgées isolées, particulièrement nos Internés et Déportés.

Indirectement, cette épreuve nationale a fait réagir nos gouvernants, proposant la suppression d'un jour férié qui serait travaillé, le produit financier de cette innovation participerait à l'effort national au profit des personnes âgées.

Alors, lequel ? Interrogation de courte durée !

Réponse : le 8 Mai, proposent certains (date déjà avancée voici quelques années). Leur argumentation est qu'un unique jour suffirait à célébrer la Paix : la date du 11 Novembre a déjà été citée.

Disons NON à cette proposition : la date du 8 Mai est bien différente des autres, ce n'est pas là seulement la fin d'un conflit armé et le retour à la paix.

Rappelons que la spécificité essentielle de cette Seconde Guerre mondiale est de ne pas être un conflit entre États pour une rivalité territoriale et/ou économique. Ce n'était pas un conflit d'intérêt.

Cette guerre 1939-1945 est la première de l'histoire qui voit s'affronter deux idéologies, deux concepts fondamentalement opposés de l'humanité.

L'un dictatorial niant la qualité même d'être humain vis-à-vis d'une partie de l'humanité. L'autre, la démocratie, le respect de l'autre.

Le 8 Mai 1945, c'est en effet la Victoire de la démocratie et de la civilisation sur la dictature nazie.

Cette date, nous devons la défendre, en expliquant avec pédagogie son sens à un public encore mal informé. Le 8 Mai doit rester impérativement dans le calendrier officiel des commémorations nationales. C'est le socle de l'une des mémoires qui nous est chère.

Bon courage !

Dany Tétot

Une bonne nouvelle

Par lettre du 5 août 2003, Monsieur Luc Ferry, ministre de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de la Recherche, nous indique : *"Vous avez sollicité, pour l'AFMD, l'agrément national en application du décret 92-1200 du 6 novembre 1992 relatif aux relations du ministère chargé de l'Éducation nationale avec les associations qui prolongent l'action de l'enseignement public. Cette demande a été soumise à l'examen du Conseil national des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public qui a émis un avis favorable lors de la séance du 25 mars. J'ai donc décidé d'accorder l'agrément national à votre association..."*

L'arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* stipule que cet agrément du ministère a une durée de cinq ans et qu'il est étendu aux structures départementales (liste à jour au moment du dépôt du dossier).

Échos de nos délégations territoriales

■ Ardèche

Deux témoins référents totalement disponibles pour un cycle scolaire annuel, c'est ce que la DT a mis sur pied, se tenant ainsi prête à répondre à toutes les sollicitations. Judicieusement, cette DT a choisi de constituer un tandem de témoins déportés dont l'un fut résistant, l'autre victime des persécutions antisémites.

■ Charente-Maritime

Une fois n'est pas coutume : ce sont des élèves de Rochefort (d'une classe de Terminale STT) qui ont organisé une visite à Oradour-sur-Glane (Haute-Vienne) pour leurs jeunes amis collégiens de Surgères. Cette initiative s'inscrit dans le prolongement d'un travail entrepris par ces élèves, en relation avec la DT et le témoignage de résistants. Les collégiens, attendus sur place par un guide, ont pu découvrir les ruines du village où certaines images les ont particulièrement frappés : la cloche fondue, les impacts de balles dans les murs, un landau calciné. Un détour par le nouveau village entièrement reconstruit à proximité leur a également permis de saisir à quel point le poids du drame pèse encore sur la population et comment l'aspect même du village moderne en est tributaire. Signalons aussi que cette DT a programmé l'exposition de dessins montée par nos amis, les Guilbaud, exposition qui a vu une affluence exceptionnelle, puisque près de mille visiteurs se sont succédé.

■ Côte-d'Or

Bienvenue à notre 62^e DT, présidée par Françoise Cartault, fille de résistante-déportée, qui a tôt fait de faire parler d'elle. Les enfants des quarante et un déportés survivants reprennent le flambeau : c'est ainsi que la presse locale salue cette naissance. Une "petite" qui a déjà de grands projets, parmi lesquels, pourquoi pas, la création d'un musée de la Résistance à Dijon.

■ Gard

En cette rentrée, la DT - désormais présidée par André Boulicault - s'apprête, en relation avec le Conseil général, à remettre solennellement le CD "Mémoires de la Déportation" aux collèges du département. D'autres projets sont en cours : conférence sur le négationnisme, exposition, recherches relatives aux lieux d'internement, collecte de témoignages oraux.

■ Gironde



Encore bravo et merci à la DT de Gironde, qui a assuré le succès de notre AG. Ci-dessus Dany Tétot, Roland Boisseau, président de la DT aux côtés du maire de Bordeaux, Alain Juppé, dans les salons de l'Hôtel de ville où notre association fut reçue.

■ Hérault

Le décès de Philippe Nogueroles, engagé aux côtés des Républicains espagnols, résistant, déporté à Sachsenhausen, membre actif du bureau de l'AFMD, a endeuillé tous les amis de la DT. La DT a accueilli l'historien Bernard Krouck (auteur d'un livre consacré au résistant belge Victor Martin), qui n'hésite pas à parcourir des kilomètres. La DT a emmené une classe de Terminale au camp des Milles, puis au musée de la Résistance de Fontaine-de-Vaucluse et a accompagné les lauréats du Concours en Italie, pour une visite de l'École de la Paix, installée près du village martyr de Bove, où a eu lieu une rencontre avec des résistants italiens.

■ Isère

Après les journées d'étude sur "Les génocides d'hier et d'aujourd'hui", les séances consacrées à l'internement en Isère (quatre-vingt-dix participants), l'exposition, la dotation effective des collèges du CD "Mémoires de la Déportation", la DT poursuit le travail engagé avec le musée de la Résistance sur les déportés isérois et prévoit l'organisation, au printemps, d'un voyage inter-générationnel à Auschwitz et Terezin.

■ Haute-Marne

Hommage à Gisèle Prost, qui a reçu la cravate de commandeur de l'Ordre de la Légion d'honneur. Sous-lieutenant dans la Résistance, elle fut arrêtée, internée à Compiègne, déportée à Ravensbrück. Présidente du comité d'entente des Anciens Combattants, elle joua un rôle décisif dans l'érection, en 1974, du mémorial de la déportation à Vitry-le-François, monument qui fut inauguré par Geneviève de Gaulle, sa compagne de déportation. Tous les Amis et la rédaction lui adressent leurs plus vives félicitations.

■ Paris

Les efforts des Amis pour intégrer les sites du Père-Lachaise au capital culturel de la ville ont enfin été récompensés ! La Mairie de Paris a organisé des visites commentées par une conférencière du ministère de la Culture ainsi que par l'historien des cimetières parisiens. Séverine Simon, adhérente de l'AFMD (dont elle préside la DT du Val-d'Oise), nous précise



Bas-Rhin, wagon d'origine remis en état : photo prise à Neuengamme par Jean-Michel Roth (DT Bas-Rhin).

qu'elle fut séduite par la passion animant ces guides qui, il est vrai, étaient accompagnés de témoins déportés.

■ Haute-Savoie

Dans le cadre du Concours national de la Résistance et de la Déportation, un groupe d'élèves du lycée Hôtelier de Thonon a créé un site Internet nourri de témoignages de résistants (consulter le site : www.lythosav.edreses74.acgrenoble.fr/cnrd2003/index.ht)

■ Vendée

Cette DT est désormais présidée par Lucien Garabis. Elle a convié les habitants des Sables-d'Olonne à découvrir, à travers une exposition et des témoignages de rescapés des camps de Dora, la terrible expérience vécue par ceux

des déportés qui, à leur corps défendant, ont été contraints de participer à la fabrication des armes secrètes du Reich. Naturellement, les dessins de Maurice de la Pintièrre, témoignages visuels frappants, figuraient dans l'exposition.

Indemnisation aux orphelins des victimes de la barbarie nazie

Communiqué du Premier ministre en date du 6 septembre 2003

Monsieur Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre, vient de rendre publique la décision du gouvernement d'accorder aux orphelins des victimes de la barbarie nazie une indemnisation identique à celle dont bénéficient, au titre du décret du 13 juillet 2000, les orphelins dont les parents ont été victimes de persécutions antisémites. Cette décision répond à l'attente exprimée notamment par les orphelins des déportés résistants qui avaient demandé, dès le mois de publication du précédent décret, l'extension de son champ d'application.

Cette décision fait suite à la remise du rapport demandé en septembre 2002 à Monsieur Philippe Dechartre, ancien résistant, ancien ministre du général de Gaulle et de Georges Pompidou. Les études et consultations conduites par Monsieur Dechartre, ont fait l'objet d'une synthèse présentée au gouvernement au début de l'été. Il en ressortait que, dans un souci de justice et d'équité, le dispositif de réparation institué par le décret du 13 juillet 2000 devait être étendu aux orphelins des déportés politiques et résistants.

Le Premier ministre a demandé à Monsieur Hamlaoui Mekachera, secrétaire d'État aux Anciens Combattants, de déterminer avec précision le périmètre des ressortissants éligibles à ce nouveau dispositif d'indemnisation qui entrera en vigueur une fois ces travaux finalisés.

Il y a soixante ans naissait le Chant des Marais

1933 : il n'est pas encore minuit dans le siècle. Mais déjà, des silhouettes hantent les premiers camps nazis, espaces hostiles, reculés, mornes. Épris de liberté, ces hommes et femmes sont communistes, socialistes, démocrates. Allemands, ils ont osé défier Hitler : ils sont des bagnards. Bøgermoor : à peine un point sur les cartes, noyé au milieu de l'Emsland marécageux, aux environs d'Osnabrück. Il est rattaché au camp principal de Papenburg, qui compte dix-sept camps annexes, sous la tutelle du ministère de la Justice, avec le statut de Strafgefängenenlager. La boue. Cette boue même à laquelle les nazis entendent réduire l'humanité. En ce temps et en ce lieu naît, au cœur de l'été, dans l'univers concentrationnaire encore en genèse, le *Bøgermoorlieder*. Comme une plainte nostalgique, étouffée par le froid, la boue, la solitude, mais aussi comme un cri de révolte et d'espoir.

Wolfgang Langhoff, rescapé, parle de ce camp des Marais : *"Le tout est entouré d'une clôture de barbelés, haute de trois à quatre mètres ; c'est une clôture multiple, c'est-à-dire qu'il y a quatre réseaux successifs de barbelés, avec, au milieu un chemin de ronde pour les gardes. Le camp n'est pas très grand : quatre cents mètres de périmètre environ. À l'extérieur de la clôture, près de l'entrée, se trouvent les baraques de la Kommandantur, les dortoirs et la cuisine des SS. C'est tout ! On ne voit rien d'autre. Aussi loin que porte la vue, c'est la lande. Mais pas une lande romantique. Elle est brune et noire, craquelée, coupée de fossés, une file de poteaux télégraphiques se perd à l'horizon..."* (Les soldats du Marais sous la schlague des nazis : treize mois de captivité dans les camps de concentration, traduit par Armand Pierha, Plon, 1935).

La communauté de misère des internés est soudée par une forte cohésion. Rapidement, germe l'idée de créer un chant évoquant le travail des bagnards du marais, pelletant "sans cesse", l'espoir chevillé pourtant au corps. Au lendemain d'une nuit de brimades et de sévices, un ouvrier mineur de Marienburg, Esser, promet d'y réfléchir.

Un autre détenu, Rudy Goguel en compose l'air, voici comment : *"Mes camarades jugèrent possible de me soustraire du travail dans le marais à condition de m'infliger une blessure volontaire... Ce qui fut fait. Ainsi, pouvais-je entrer à l'infirmerie qui était en cours d'installation et commençait à fonctionner... Les camarades me procurèrent une guitare, objet rare à Bøgermoor. J'avais également quelques feuilles de papier, un crayon et, bien entendu, le texte du poème.... Au premier matin, une équipe de détenus faisant office de couvreurs et de peintres, commandée par un SS, se mit au travail autour. Le SS força les détenus à chanter toute la journée des chansons de soldats : il criait, hurlait, frappait. Des coups de marteaux étaient frappés sur les parois, sur le toit. Toutes sortes de bruits. Pas une minute de silence. Et j'étais là, sur mon lit, essayant de trouver des notes que je copiais, raturais, surchargeais, sur mes feuilles. Je m'étais mis du papier mâché dans les oreilles. Cependant, le soir venu, tout rentra dans le calme. C'est donc finalement au cours des deux nuits suivantes que j'ai composé la mélodie. Le poème ne comportait que des couplets, j'ai donc repris dedans pour trouver les paroles*

nécessaires au refrain. Voilà comment le «Bøgermoorlieder» a été composé en trois jours avec le rythme et le chœur à quatre voix chanté quinze jours plus tard..." (Témoignage pour *Le Patriote Résistant*, n°446, 1970).

Les soirs suivants, quelques détenus répètent à mi-voix la mélodie dans la salle des lavabos de la baraque 8. Ils constituent un groupe baptisé par dérision le *"Konzentrasi"* (allusion au cirque ambulancier Sarrasini, alors très populaire en Allemagne). Ils donnent une représentation devant les quelque mille prisonniers du camp. Langhoff déclare : *"Camarades, nous allons maintenant vous chanter le «Chant de Bøgermoor», la chanson de notre camp. Écoutez-le bien et reprenez le refrain en chœur."*

Seize chanteurs se présentent, la bêche sur leur épaule, en uniforme militaire vert - à l'époque, la tenue rayée de bleu n'avait pas encore cours dans les camps -. Le chœur commence, en allemand, d'une voix lente et grave à un rythme de marche : *"Partout où porte le regard on ne voit que le marais et la lande..."* Les mille détenus observent un profond silence, pétrifiés ; le chœur poursuit : *"Nous sommes les soldats de Bøgermoor et nous marchons la bêche sur l'épaule dans le marais"*. Dès la deuxième strophe, près des mille détenus reprennent le refrain. Les voix continuent en sourdine : *"Les sentinelles font leurs rondes ; personne ne peut passer ; la fuite nous coûterait la vie."* Puis les choristes entonnent la dernière strophe d'une voix rude, forte, plus rapide : *"Mais pas de plainte dans nos bouches ; l'hiver ne saurait être éternel ; un jour, nous crierons joyeusement. Oh ! ma maison, je te revois. Alors les soldats de Bøgermoor ne marcheront plus la bêche sur l'épaule dans le marais."* Sur ces derniers mots, ils plantent leurs bêches dans le sable et quittent la scène. Deux jours après, le chant qui appelle à la révolte et crie l'espoir, est officiellement interdit dans le camp...

Ce qui ne l'empêche pas de voyager de camp en camp pendant près de douze ans jusqu'à la libération des camps nazis en 1945, dans l'Europe entière. En France, transmis de bouche à oreille, il commence à être connu avant que les premiers convois de déportation ne partent de France. Il entre au répertoire de chorales dès 1936, à côté d'autres chants antifascistes ou d'airs plus traditionnels. Il est chanté dans les camps du sud de la France, où nombre de républicains espagnols sont internés avant de connaître Mauthausen ; dans les prisons où Pétain jette les "indésirables". Les déportés du convoi du 18 août 1944 - des derniers convois partis de Compiègne - l'entonnent.

Ce chant d'espoir, né de la boue, est devenu l'hymne de la déportation européenne et le chant funèbre des centaines de milliers d'êtres humains à jamais anéantis par la barbarie nazie. Mais il reste un chant d'espoir.

NDLR : pour l'essentiel, les informations ci-dessus proviennent du site Internet de la FNDIRP ; elles avaient précédé, lors de la conférence donnée en Sorbonne en 2002 pour le Concours de la Résistance, l'interprétation du chanteur John William, déporté à Neuengamme. Notons que, curieusement, s'il fut diffusé par Radio Madrid durant la guerre d'Espagne, interprété par des chorales populaires parisiennes, puis, au cours de la guerre, par Radio Moscou, il ne semble pas avoir diffusé sur les ondes de la BBC.

D.B.

Intervention de Nadine Fresco aux "Entretiens de l'AFMD"

L'intervention de Nadine Fresco, historienne et chercheur au CNRS, lors de nos Entretiens à Bordeaux, avait été vivement appréciée. Pour ceux de nos lecteurs qui souhaitent en retrouver toute la richesse et pour ceux qui n'étaient pas à Bordeaux, en voici le texte (les intertitres sont de la rédaction).

La négation du génocide des juifs en France depuis 1945

Le mot "négationnisme" a été forgé dans les années quatre-vingt du XX^e siècle par des historiens français pour désigner l'entreprise qui s'évertue à nier la réalité du génocide des juifs perpétré par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale. Les promoteurs de cette entreprise, qui se proclament révisionnistes parce qu'ils ne font, disent-ils, que réviser l'histoire, assèment que les chambres à gaz dans les camps d'extermination n'étaient que des pièces où on désinfectait les vêtements des déportés et que ce prétendu génocide n'a été en fait qu'une gigantesque escroquerie, montée de toutes pièces à la fin de la guerre, pour justifier l'existence de l'État d'Israël et extorquer, au titre de réparations, des millions de marks aux Allemands qui, selon la vulgate négationniste, sont, avec les Palestiniens, la principale victime de cette imposture du XX^e siècle. Ces négationnistes ne nient jamais la mort des 250 000 Tziganes, perpétrée par les nazis dans les mêmes conditions que celles infligées aux juifs. Il y a dans ce désintérêt, outre l'indifférence générale des Européens au sort des Tziganes, la preuve en creux de l'antisémitisme des négationnistes : ce ne sont que les juifs qui les intéressent, ce ne sont que les juifs dont il s'agit de faire la preuve qu'ils ne sont pas morts et qu'ils ont eux-mêmes organisé le complot sioniste d'après-guerre en fabriquant cette escroquerie planétaire. D'où évidemment l'acharnement des négationnistes à, si on peut dire, détruire les chambres à gaz, parce qu'elles ont été la manifestation la plus frappante, dans l'originalité, de l'horreur et de l'organisation technique de cette extermination.

Robert Faurisson, Maurice Bardèche : pamoiens aryanophiles

Le chef de file du négationnisme français, Robert Faurisson, né en 1929, a diffusé pour la première fois en 1978 un texte polycopié, dont il inonda alors les rédactions de journaux, dans lequel figuraient ce qu'il appelait les "sept conclusions" (de trente ans de recherches) des auteurs révisionnistes. Ces sept conclusions constituent en quelque sorte la charte de l'entreprise négationniste : les "chambres à gaz" hitlériennes n'ont jamais existé ; le "génocide" (ou la "tentative de génocide") des juifs n'a jamais eu lieu : en clair, jamais Hitler n'a donné l'ordre (ni admis) que quiconque fût tué en raison de sa race ou de sa religion ; les prétendues "chambres à gaz" et le prétendu "génocide" sont un seul et même mensonge ; ce mensonge, qui est d'origine essentiellement sioniste, a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont l'État d'Israël est le principal bénéficiaire ; les seules victimes de ce mensonge et de cette escroquerie sont le peuple allemand et le peuple palestinien ; la force

colossale des moyens d'information officiels a, jusqu'ici, assuré le succès du mensonge et censuré la liberté d'expression de ceux qui dénonçaient ce mensonge ; les artisans du mensonge savent maintenant que leur mensonge vit ses dernières années ; ils déforment le sens et la nature des recherches révisionnistes ; ils nomment "résurgence du nazisme" ou "falsification de l'histoire" ce qui n'est qu'un juste retour au souci de la vérité historique.

La rhétorique négationniste apparaît, dès l'époque de la guerre froide, dans les milieux d'extrême droite de divers pays d'Europe, puis en Amérique du Nord et du Sud, dans certains pays arabes, en Australie, notamment là où d'anciens responsables nazis ont trouvé refuge. En France, le négationnisme a connu un développement particulier. En effet, deux de ses principaux précurseurs - Maurice Bardèche et Paul Rassinier - étaient français. De plus, l'histoire de sa diffusion y est marquée, à partir de la toute fin des années 1970, par une convergence de vues et d'actions entre des gens d'extrême droite et des personnes issues d'un milieu radicalement opposé, celui des groupuscules d'ultra-gauche.

Maurice Bardèche (1909-1998) s'évertue, dès 1947, à démontrer que les crimes des nazis et de leurs auxiliaires français n'étaient en rien différents de ceux des alliés. Pour blanchir les collaborateurs les plus engagés et rendre le nazisme historiquement supportable, il nie la réalité de l'assassinat de millions d'êtres humains tués pour la seule raison d'être nés juifs. Il décrète que cette extermination n'a été en fait qu'une falsification de l'histoire, inventée par les vainqueurs de la guerre. Dans un de ses tout premiers livres (au titre éloquent *Nuremberg ou la Terre promise*, 1948), où se lisent ses pamoiens aryanophiles : "*Que répondrons-nous aux Allemands quand l'un d'entre eux nous rappellera cette immense moisson de grandeur et de sacrifice que la jeune Allemagne a offerte de toutes ses forces, quand ces milliers d'épis si beaux nous seront présentés, devant la moisson nouvelle, que dirons-nous, nous complices des juges, complices du mensonge ?*" Bardèche accuse les juifs d'avoir entraîné la France dans une guerre désastreuse mais souhaitable, parce qu'elle était dirigée contre un ennemi de leur race, ajoutant que cette guerre qu'ils ont voulue, "*ils nous ont donné le droit de dire qu'elle fut leur guerre et non la nôtre. Ils l'ont payée du prix dont on paie toutes les guerres. Nous avons le droit de ne pas compter leurs morts avec nos morts*". Dès 1949, Hubert Beuve-Méry, fondateur du journal *Le Monde*, stigmatisait dans ses colonnes le livre de Bardèche : "*Cela devait arriver. Quatre ans à peine après la fin des massacres, l'antisémitisme et le national-socialisme les plus purs coulent ici à pleins bords.*"

Paul Rassinier : du pacifisme intégral ...

Tout en reconnaissant volontiers les mérites de Bardèche, c'est Paul Rassinier (1906-1967) que les négationnistes ont surtout revendiqué comme père fondateur de leur entreprise, son *curriculum vitae* apparaissant nettement plus présentable que celui de Bardèche, qui se proclamait explicitement fasciste. Rassinier, né dans une famille paysanne du Territoire de Belfort, instituteur, entre en 1923 au Parti communiste, en est exclu neuf ans plus tard et adhère en 1934 au Parti socialiste SFIO ; bientôt en proie à de violents conflits entre ceux

qui, malgré leur attachement à la paix, jugent nécessaire de s'opposer à Hitler, et les partisans de la paix à tout prix, à n'importe quel prix, dont Rassinier ne cesse de défendre les positions dans ses éditoriaux de l'organe belfortain de la SFIO. À travers ses engagements militants successifs, ceux de l'avant-guerre comme ceux d'après la guerre, c'est bien cette constante absolue qui domine chez lui. D'ailleurs, en 1942 encore, dans un mensuel de la collaboration animé par d'anciens socialistes au pacifisme acharné, il dénonce ce qu'il appelle "l'absurde guerre de 39". L'année suivante, il fait néanmoins partie d'un groupe de résistants belfortains au sein du mouvement Libération-Nord. Mais, décidément pacifiste, il s'y montre constamment hostile à toute action armée. Arrêté à la fin de 1943, il est déporté en Allemagne, au camp de Buchenwald, puis à Dora. Quand il rentre à Belfort en juin 1945, souffrant de séquelles de son arrestation et de sa déportation, ne pouvant plus exercer son métier d'instituteur, il est bientôt mis à la retraite anticipée. Malgré son état de santé, il reprend aussitôt l'activité politique et militante qui n'avait cessé d'être la sienne avant la guerre. Député socialiste en août 1946, il est battu à peine deux mois plus tard par une alliance locale du maire radical de Belfort avec les communistes. Cette défaite survient dans l'existence de Rassinier alors même que, pour la première fois de sa longue vie de militant politique, il détenait enfin un mandat électif, une reconnaissance, une légitimité. Or, c'est de ce très cuisant échec de l'automne 1946 que datent, dans l'hebdomadaire socialiste local dont il est le rédacteur en chef, ses premières manifestations publiques d'antisémitisme à l'encontre du maire de Belfort, Pierre Dreyfus-Schmidt, son adversaire radical, qui est juif. Il écrit par exemple, le 4 octobre 1946, que "le sieur Dreyfus - c'est ainsi qu'il l'appelle - s'est réfugié dans des maquignonnages avec les margouilins de la résistance et de l'épuration... Il a tout voulu : la mairie, la députation, le Conseil général, etc. Aujourd'hui... Dreyfus continue coléreusement à tout vouloir : le Conseil de la République, c'est encore pour lui ! Comment voulez-vous que, dans ces conditions, toutes les possibilités d'entente ne s'évanouissent pas ! Il y a des gens qui sont comme ça. Nés dans «la bedite gommerce», ils en ont conservé l'âpreté au gain et les autres habitudes dans la politique. Ils ne sont pas des militants, ils sont des politiciens ambitieux qui se croient retors et ils font de la politique comme leurs parents vendaient des tissus."

... à l'invention du mythe

À peine quelques mois après cet échec, Rassinier quitte définitivement le Territoire de Belfort, son territoire, où il avait constamment vécu. Durant le dernier tiers de son existence, il se consacre essentiellement à l'écriture, en particulier de livres de dénonciations qui feront précisément de lui, après sa mort en 1967, le père fondateur revendiqué par les négationnistes. Il donne en Allemagne et en Autriche des conférences organisées par un ancien Waffen-SS, Karl Heinz Priester, et entretient une correspondance avec un ancien responsable nazi, Johann von Leers, réfugié en Argentine, puis au Caire où il est le responsable de la propagande antisémite égyptienne. Les livres de Rassinier ne sont bientôt plus publiés que par des gens d'extrême droite : Maurice Bardèche ou Henry Coston, antisémite obsessionnel depuis les années trente, ou encore Fernand Sorlot, éditeur de la première traduction de *Mein Kampf*. Dans un de ces livres, *Le Véritable Procès Eichmann ou les Vainqueurs incorrigibles*, Rassinier qualifie le génocide des juifs comme étant "la plus tragique et la plus macabre imposture de tous les temps". Dans *Le Drame des juifs européens*, il explique que ce drame est "non pas

que six millions d'entre eux ont été exterminés comme ils le prétendent mais seulement dans le fait qu'ils l'ont prétendu". Dans *Les Responsables de la Seconde Guerre mondiale*, il dénonce les menées d'un "judaisme mondial" tirant les ficelles de tous les "bellicistes" - Roosevelt, Churchill, les socialistes français - tandis que, selon lui, seul Hitler s'efforçait de sauver la paix.

Robert Faurisson : "on n'a gazé que les poux"

Mais les écrits de Rassinier et ceux de Bardèche rencontrent très peu d'écho à l'époque, au-delà d'un cercle restreint de ces nazis, anciens de la collaboration et autres militants d'extrême droite. C'est plus de dix ans après la mort de Rassinier que le négationnisme devient véritablement public en France, sous la houlette de Robert Faurisson. Celui-ci était au début des années soixante-dix un obscur universitaire, maître de conférences en littérature, qui avait brièvement fait parler de lui au sein du monde de la critique littéraire avec un article paru en 1961 sur le sonnet "Voyelles" de Rimbaud, dans lequel il expliquait que ce poème reposait tout entier sur une "mystification". C'est là, la première manifestation lisible de ce que Faurisson ne va plus cesser de pratiquer : l'hypercritique des documents, qui le conduit systématiquement à rejeter leur authenticité et qui est élevée par lui au rang de méthode, comme il l'expose de manière obsessionnelle à ses étudiants. Il poursuit son entreprise de "démystification" des œuvres littéraires, après avoir consacré sa thèse de doctorat, soutenue en 1972, à démontrer que *Les Chants de Maldoror* de Lautréamont n'étaient qu'une "supercherie" dont avait été victime pendant un siècle "l'immense cortège des dupes", où l'on compte "quelques-uns des plus grands noms de la littérature, de la critique et de l'Université". Dans le livre issu de cette thèse, Faurisson évoque au passage les "mythes encore plus extravagants" suscités par la Seconde Guerre mondiale, en ajoutant qu'"il ne fait pas bon s'y attaquer" parce qu'"on court quelque risque à vouloir démystifier".

Il s'y attaque néanmoins, à partir du milieu des années 1970. À la différence de Rassinier, qui avait très peu traité des chambres à gaz dans ses ouvrages, cette "irritante question", comme il l'avait qualifiée à deux reprises, Faurisson inscrit les chambres à gaz au cœur de son propos : il affirme apporter les preuves scientifiques de leur existence et prétend vouloir ouvrir sur ce point une controverse de bon aloi avec les historiens. Mais, jusqu'à la fin de 1978, il ne trouve pas de tribune, à l'exception de celle que Maurice Bardèche - encore lui - lui offre en juin dans sa revue *Défense de l'Occident*. Or, le 28 octobre suivant, le magazine *L'Express* fait paraître sous un titre choc, "Auschwitz, on n'a gazé que les poux", un entretien avec l'octogénaire Louis Darquier "de Pellepoix", qui s'était réfugié dans l'Espagne franquiste après avoir dirigé à Vichy, de mai 1942 à février 1944, le commissariat général aux Questions juives. Dans cet entretien, Darquier assène que "la solution finale est une invention pure et simple", entretenue par "cette satanée propagande juive", et précise : "Je vais vous dire, moi, ce qui s'est exactement passé à Auschwitz. On a gazé. Oui, c'est vrai. Mais on a gazé les poux." La parution de cet entretien fait scandale et Faurisson saute aussitôt sur l'occasion. Selon sa tactique habituelle, il adresse à plusieurs journaux une lettre dans laquelle il dit espérer que les propos de Darquier "amèneront le grand public à découvrir que les prétendus massacres en chambres à gaz et le prétendu génocide sont un seul et même mensonge". Il parvient enfin à être publié dans les colonnes du *Monde*. On commence à parler d'une "affaire Faurisson" et le négationnisme devient une affaire publique en France.

Victimes et bourreaux : un renversement des rôles

Ce que traduisent notamment, sous une forme paroxystique, cette recrudescence et cette visibilité enfin acquises du négationnisme, c'est une modification progressive du regard porté sur les juifs. Avec la victoire militaire des Israéliens lors de la guerre des Six Jours de juin 1967, cette évolution se radicalisa. Pour la gauche française dans son ensemble, protester contre une politique israélienne d'expansion et de répression, défendre les droits des Palestiniens, soutenir leur revendication d'un État n'entraîna pas, ni sur le moment ni par la suite, le moindre dérapage antisémite, aussi chargé et inextricable que semblait être déjà le conflit israélo-palestinien. Mais, dans une frange de l'extrême gauche, face à deux images - d'une part, celle de rescapés du plus effroyable des massacres, trouvant enfin un pays, Israël, où vivre libres d'être juifs ; d'autre part, celle d'agents "sionistes" de l'impérialisme américain, persécutant les Palestiniens -, la guerre des Six Jours permit à certains d'effacer en eux la première image, de ne plus voir que des bourreaux dans les anciennes victimes, des oppresseurs dans les anciens opprimés et - luxe inouï - elle leur autorisait l'inversion suprême : traiter des juifs de nazis.

Dix ans plus tard, pour une poignée de ces militants se proclamant révolutionnaires, qui venaient de connaître, après Mai 68, une longue période de quasi-chômage politique, les "conclusions" de Faurisson arrivèrent à point nommé. En effet, les alliés les plus actifs de Faurisson en France, lorsque celui-ci sort de l'anonymat par le scandale, ne viennent pas en premier lieu de l'extrême droite, comme on aurait pu s'y attendre et comme c'était le cas dans d'autres pays, mais bien d'une frange particulièrement étroite de l'extrême gauche, parfois qualifiée d'ultra-gauche, en l'occurrence une poignée de gens autour d'un certain Pierre Guillaume, qui avait ouvert à Paris, au Quartier latin, en 1965, une librairie militante, La Vieille Taupe, où les étudiants de la génération de Mai 68 venaient nourrir une réflexion destinée à changer le monde, et non à restaurer celui que regrettaient les Bardeche et autres nostalgiques de l'Europe national-socialiste.

Quand on fait l'archéologie de la "conjonction des extrêmes" (comme la qualifie l'historien Roland Lewin), entre une partie de l'extrême droite et une frange de l'extrême gauche, qui caractérise ainsi le négationnisme français, on repère une strate, quasi invisible à l'œil nu, datant de 1960. Il s'agit d'un article publié dans une revue d'ultra-gauche au tirage confidentiel, *Programme communiste*, et intitulé "*Auschwitz, ou le grand alibi*". Ce texte ne remet pas en question la réalité de l'événement. Ce que dénoncent ceux qui se considèrent alors comme les uniques héritiers de la pensée de Karl Marx, c'est l'utilisation du génocide, par les impérialistes vainqueurs des nazis comme d'un alibi destiné à duper les masses prolétariennes en opposant les démocraties et les régimes fascistes, opposition tout bonnement fictive aux yeux de ces héritiers autoproclamés de Marx, qui décrètent que la pire conséquence du fascisme est bien l'idéologie antifasciste, qui a été produite par le capitalisme pour immobiliser la classe ouvrière en lui désignant un faux ennemi, prétendument diabolique, et renforcer ainsi, en la dissimulant, l'exploitation dont les prolétaires sont l'objet, parce que, dit cet article de 1960, "*les horreurs de la mort capitaliste doivent faire oublier au prolétariat les horreurs de la vie capitaliste*", et que l'antisémitisme résulte "*directement de la contrainte économique*" qui a mené la petite bourgeoisie allemande à sacrifier "*une de ses parties - les juifs -, espérant ainsi sauver et assurer l'existence des autres*". Cet article expose enfin que "*le capitalisme allemand s'est d'ailleurs mal résigné à l'assassinat pur et simple. Non certes par humanisme, mais parce qu'il ne rapportait rien*" et que les juifs ont été détruits "*non parce que juifs, mais parce que rejetés du processus de production, inutiles à la production*".

De la jeune ultra gauche aux vieilles taupes

En 1970, dix ans donc après sa première parution, *Auschwitz ou le grand alibi* est republié, sous forme de brochure cette fois, par Pierre Guillaume, qui croit sans doute encore, à cette époque, aux horreurs de la mort capitaliste. Huit ans plus tard, en 1978, divine surprise pour Guillaume et quelques acolytes, quand ils découvrent dans les journaux l'existence de ce Robert Faurisson démolisseur de chambres à gaz.

Depuis que les barricades de Mai 68 n'avaient pas débouché sur le Grand Soir, ils étaient réduits à ruminer leur haine du vieil ennemi, l'antifascisme, qui était parvenu à occulter la théorie révolutionnaire. Pour que celle-ci puisse renaître, il fallait bien démolir l'édifice de l'antifascisme et voilà qu'un professeur de lettres, certes fort éloigné de la révolution, s'attaquait publiquement à ce qui constituait la base même de cet édifice "mensonger" : l'extermination des juifs dans les chambres à gaz.

Ce que cette poignée de gens d'ultra-gauche n'avait jusque-là osé concevoir et dénoncer que comme un alibi, était présenté par l'audacieux spécialiste de la démystification comme une pure et simple invention, un mythe fabriqué par les sionistes et véhiculé par la propagande des vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale. Divine surprise en effet, et Pierre Guillaume aussitôt sauta le pas, offrant ses services à Faurisson, fondant alors pour cause de "révisionnisme" une maison d'édition, où il republia les livres de Rassinier et fit paraître les dénonciations "faurissonniennes", maison à laquelle il donna le même nom de Vieille Taupe qui avait été celui de sa librairie militante, fermée en 1973.

Se regroupèrent alors autour de lui quelques prétendus révolutionnaires, minuscule avant-garde auto-proclamée du mouvement ouvrier, que l'entreprise de démolition des chambres à gaz allait enfin sauver du chômage politique dans lequel elle déperissait. Commença alors, lentement d'abord puis à un rythme plus soutenu, la dérive de ces vieilles taupes, dont la trajectoire et les écrits allaient montrer, comme pour le père fondateur de leur entreprise, que l'antisémitisme est une passion inextinguible et qu'il est bien rare que quelqu'un revienne d'enfermements progressifs de cette sorte, de périples entamés bien avant d'être visibles, poussés par des ressentiments anciens mais demeurés imperceptibles jusqu'à ce qu'une cause telle que la cause antisémite, de manière plus fondamentale que la cause révolutionnaire jusque-là proclamée, mobilise corps et âme ceux qui y trouvent enfin la vérité qu'ils cherchaient.

Du "détail" aux odieux calembours

Depuis l'affaire Faurisson, tous les efforts des négationnistes se sont portés sur des opérations médiatiques préparées selon une double stratégie : celle de la légitimation et celle du scandale, "*agent par excellence de la dissolution du consensus*", comme l'écrit le philosophe Patrice Loraux ("*Consentir*", *Le Genre humain*, n°22, automne 1990, *Le Consensus, nouvel opium ?*, p. 151-171). Sur le premier terrain, l'université constituait une cible essentielle pour le succès de leur entreprise. En témoigne, en 1985, la tentative, soutenue par Faurisson et ses nouveaux lieutenants de La Vieille Taupe, de faire obtenir à Nantes, grâce à un jury de complaisance, une thèse d'université à un dénommé Henry Roques. Celui-ci avait été de 1953 à 1956, sous le pseudonyme d'Henri Jalin, le secrétaire général d'un mouvement fasciste, "La Phalange française" dont le but était en toutes lettres "*l'instauration d'un Socialisme-national authentique*" et pour lequel une nation, "*si elle se laisse méisser par des races inférieures, ou même si, sous l'influence des doctrines*

universalistes, sa virilité, son moral sont détériorés, devient la proie du judéo-capitalisme" (cité par Joseph Algazy, *La Tentation néofasciste en France. 1944-1965*, Paris, Fayard, 1984, p.105 et 107). Mais à Nantes, comme le procès-verbal de cette soutenance de thèse d'un genre bien particulier portait la signature falsifiée d'un membre, absent, de ce jury de complaisance, elle fut annulée par le ministre chargé de la Recherche.

Sur le terrain des provocations médiatiques, les initiatives vinrent principalement du Front national. Les thèmes négationnistes y furent progressivement diffusés, surtout à partir de la perche électorale de 1983, qui sortait l'extrême droite de son isolement pour la première fois depuis la guerre. En 1986, Jean-Marie Le Pen range d'ailleurs Henri Roques parmi les "chercheurs" et autres "spécialistes" de la "technique historique" (*National Hebdo*, 5 juin 1986). En 1987, interrogé lors d'une émission radiophonique sur ce qu'il pense des énoncés "révisionnistes", il répond que les chambres à gaz sont "un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale". En 1988, il prolonge, au profit de sa propre stratégie d'occupation du terrain politique, son exploitation de la tactique de scandale pratiquée par les négationnistes, en raillant le ministre d'alors de la Fonction publique, Michel Durafour, qu'il nomme "Monsieur Durafour-crématoire".

Roger Garaudy : dernier avatar ?

Une des plus spectaculaires de ces opérations négationnistes de scandale a lieu au printemps 1996. On apprend alors par la presse que "l'homme le plus aimé des Français", l'abbé Pierre, vient, au nom de l'amitié, d'apporter sa caution, au soir de sa vie, au collage antisémite écrit au soir de la sienne par Roger Garaudy et publié sous le titre *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*. Tous deux ont en effet quatre-vingt-trois ans lorsque ce livre paraît en "samizdat" au mois d'avril 1996 à l'instigation des activistes de La Vieille Taupe. Roger Garaudy, d'abord chrétien, puis membre du bureau politique du Parti communiste français, chantre de l'orthodoxie stalinienne jusqu'en 1970, était alors redevenu chrétien, jusqu'à ce que, jugeant que le christianisme "relaie une certaine idéologie sioniste", il décide finalement, en 1983, de se convertir à l'Islam. Il qualifie son livre d'"anthologie de l'hérésie sioniste" lors de la conférence de presse qui lance cette parution en ce printemps 1996. C'est là qu'il fait sensation en donnant lecture de la lettre de soutien qu'il vient de recevoir de l'abbé Pierre. Dans cette lettre à son "très cher Roger", l'abbé Pierre explique, comme il l'écrit, "une de ses convictions relative à la portion juive de l'univers humain". Dans des phrases quelque peu alambiquées, il raconte : "Tout a commencé pour moi dans le choc horrible qui m'a saisi lorsque, après des années d'études théologiques, reprenant pour mon compte un peu d'études bibliques, j'ai découvert le livre de Josué. Déjà un trouble très grave m'avait saisi en voyant, peu avant, Moïse apportant des «Tables de la loi» qui enfin disaient : «Tu ne tueras pas», voyant le Veau d'or, ordonner le massacre de trois mille gens de son peuple. Mais avec Josué je découvrais (certes conté des siècles après l'événement) comment se réalisa une véritable «Shoah» sur toute vie existant sur la «Terre promise». A crié en moi : Si je te promets ma voiture, et si, toi, dans la nuit, tu viens tuer le gardien, forcer les portes et l'emparer de la voiture promise, que peut-il rester de la Promesse ?" Ce soutien de l'abbé Pierre à Garaudy fit en effet scandale et fut peut-être cause du fait que, quelques mois plus tard, dans un sondage de septembre 1996, l'inamovible abbé Pierre, jusque-là indétroné dans le cœur de ses concitoyens, se retrouva en deuxième position, derrière le tout aussi inamovible commandant Cousteau. Il y avait là quelques beaux

thèmes de réflexion, au choix, sur les amitiés indéfectibles, le naufrage de la vieillesse ou sur l'intolérable judéité originelle du fils de Dieu.

Deux ans plus tard, le Palestinien Edward W. Said, professeur à l'université Columbia de New York, fit paraître (*Le Monde diplomatique*, août 1998), une "Réponse aux intellectuels arabes fascinés par Roger Garaudy", dans laquelle il écrivait notamment : "Abonder dans le sens de Roger Garaudy et de ses amis négationnistes au nom de la liberté d'expression est une ruse imbécile qui ne fait que nous discréditer davantage aux yeux du monde. C'est une preuve de méconnaissance fondamentale de l'histoire du monde dans lequel nous vivons, un signe d'incompétence et d'échec à mener une bataille digne. Pourquoi ne combattons-nous pas plus durement en faveur de la liberté d'expression dans nos propres sociétés, une liberté dont tout le monde sait qu'elle existe à peine ? Les mesures d'oppression et de censure de la presse et de l'opinion publique sont tout de même autrement plus inquiétantes dans le monde arabe qu'en France ! Pourquoi ne pas concentrer nos efforts à les combattre plutôt que de s'exciter à défendre M. Garaudy et à se fourvoyer au point que certains, et parmi eux des intellectuels de renom, n'hésitent pas à ériger cet homme en Zola !"

Cette mise en garde n'empêcha pas la présentation fréquente, dans des pays arabes, de Garaudy en héros de la cause palestinienne et de la liberté, ce dont témoigne, par exemple, le prix Kadhafi pour les droits de l'homme (sic) qui lui fut décerné par les autorités libyennes en octobre 2002.

Comprendre et combattre le déni

Les nouveaux moyens de communication informatique permettent désormais au négationnisme et à l'antisémitisme en général d'être diffusés à l'échelle de la planète. Le Front national a été, en France, le premier parti à se doter, en 1995, d'un site sur Internet. Dans d'autres pays, notamment aux États-Unis, ce média a été rapidement utilisé par divers groupements racistes et formations d'extrême droite, auxquels Internet procure une force de propagande autrement plus efficace que la diffusion antérieure de pamphlets polycopiés ou les prises de parole devant des auditoires restreints et déjà acquis. Les promoteurs de l'entreprise négationniste cherchent à inonder le réseau de la même manière que Faurisson saturait les rédactions des journaux français dans les années 1980, mais sur une tout autre échelle. La violence des textes antisémites sur les sites diffusant la littérature négationniste démontre à l'envi la collusion entre ces discours, et aussi jusqu'où est allée la dérive de la frange ultra-gauche qui prétendait, en adhérant aux dénonciations faurissonniennes, œuvrer pour la révolution.

À l'essai de destruction totale des juifs durant la Seconde Guerre mondiale aura donc succédé une tentative de négation de ce fait historique. L'une est le corollaire de l'autre, comme on le voit pour d'autres meurtres de masse, produisant eux aussi un déni à la mesure de l'horreur perpétrée. Il est dès lors nécessaire, pour comprendre ces phénomènes de négation, leurs portées et leurs limites, de les analyser eux-mêmes comme des faits historiques. Mais il est sans doute nécessaire aussi d'accepter de penser que les instruments de bonne foi dont disposent les démocraties - la parole, l'écriture, la justice - ont une portée et, heureusement, des limites qui ne leur donneront jamais le pouvoir de réduire à néant l'agrégat de perversions, de délires sans limites et de manipulations politiques que forme le négationnisme.

Nadine Fresco
Intervention aux "Entretiens de l'AFMD" - Bordeaux 2003

➔ **Argentine**

Une puissante organisation secrète, dirigée par Rodolpho Freude, proche du général Peron, lui-même en relation avec les dignitaires du III^e Reich, était chargée de fournir un asile sûr et de soustraire ces criminels de toute poursuite, leur assurant une vieillesse tranquille. Si l'on se rappelle l'enlèvement spectaculaire d'Eichmann, protégé jusqu'au bout par les autorités argentines, on reste assommé par l'ampleur de ces protections : 7 250 fascistes croates ont ainsi coulé des jours heureux au pays de Peron.

➔ **Australie**

Le pays des kangourous et des All Black accueille, dans ses salles obscures, un film négationniste. Dans le cadre d'un festival à Melbourne, et malgré les protestations, le film de David Irving, pourtant condamné en Allemagne, a été projeté. Saisi, le tribunal s'est déclaré démuné de toute base juridique pour prononcer une interdiction. Précisons que dans ce pays si respectueux de la liberté de parole, des policiers y ont été surpris en train de s'entraîner sur des cibles représentant des Aborigènes.

➔ **Brésil**

L'ouverture toute récente des archives brésiliennes révèle l'ampleur du rôle joué par ce pays dans l'accueil des criminels de guerre nazis, parfois avec la médiation complice du Vatican.

➔ **Italie**

Après avoir traité début juillet l'euro député allemand Martin Schulz de "kapo" et avoir fustigé les juges "anthropologiquement différents du reste de la race humaine", Silvio Berlusconi s'est à nouveau avancé sur la pente glissante du négationnisme historique. Ainsi, le chef du gouvernement italien, et temporairement président de l'Union européenne, caractérisant la dictature mussolinienne de "bénigne", ajoutait que "Mussolini n'a jamais tué personne, il envoyait les gens passer des vacances au loin". Une ignorance abyssale de l'histoire qui a suscité, aussitôt, de vives réactions, notamment chez les résistants et les familles de victimes du fascisme italien.

➔ **Roumanie**

Était-ce un dérapage contrôlé ? Ion Iliescu, président de la République, a soutenu dans un entretien donné à un journal, que "la Shoah n'était pas particulière aux juifs". Un million de juifs vivaient dans ce pays avant-guerre : plus de la moitié ont péri dans des pogroms et des camps d'extermination, avec la complicité de la "Garde de Fer", organisation fasciste roumaine. Les dirigeants de ce pays ont décidément bien du mal à assumer cette histoire. Et, est-ce un hasard, la "Garde de Fer" s'est recréé en 1990 et dispose d'un mensuel en vente dans les kiosques. La Roumanie aspire à intégrer l'Europe : sur quelle mémoire collective et quelles valeurs ? Le 7 juillet la Cour européenne a déclaré irrecevable la requête du négationniste français Garaudy, condamné par la justice française en 1998. Elle trace ainsi la voie : personne ne peut échapper à un examen de conscience.

➔ **Russie**

Le responsable du site néonazi et islamophobe "SOS Racaille" a été arrêté en Russie. Ce site, dont le logo détournait la petite main de SOS Racisme en "Casse-toi mon pote", avait commencé à fonctionner en 2001, dans ce qu'il faut bien nommer une certaine indifférence, jusqu'au 14 juillet 2002, jour où Maxime Brunnerie, fidèle du site, commis une tentative d'assassinat sur le président de la République

française. C'est grâce à l'action de citoyens experts en informatique regroupés sous le nom de V8 que la police française a pu trouver la trace de Joël Michel Sambuis, webmestre du site. Cet individu, connu des services de police, était recherché depuis trois ans après une condamnation à quatre ans par contumace par le tribunal de Grenoble pour escroquerie au paiement électronique. Une escroquerie portant sur douze millions d'euros, dont une partie, estiment les enquêteurs, a financé des groupes extrémistes. Peu avant cette arrestation, le MRAP avait publié un rapport étayé sur ce type de site appelant à la guerre civile et au meurtre des "bougnoles".

➔ **Paris**

Il était une fois deux pionniers de la lutte contre le diabète, Etienne Lancereaux et Nicolae Paulescu. Le second inventa dès 1922 les vertus thérapeutiques de l'insuline. On se préparait, cet été, à poser à l'Hôtel-Dieu une plaque et deux bustes les célébrant. Oui, mais voilà, l'inventeur de l'insuline était aussi antisémite, auteur de charmants pamphlets tels que "Les Youpins et l'alcoolisme" et fondateur de la "Ligue de Défense chrétienne roumaine". La cérémonie fut annulée à la dernière minute et les bustes resteront à jamais dans un débaras : mais la plaque était déjà scellée dans la galerie B de l'hôpital parisien. La direction de l'Assistance publique se fera, nous l'espérons, un devoir de la faire disparaître.

➔ **Tarbes**

Une rue Rol-Tanguy à Tarbes : malgré l'opposition du maire et celle, plus inattendue, des Médaillés militaires, la ville de Tarbes vient d'honorer un antifasciste de la première heure et un chef incontesté de la Résistance française et des Forces françaises de l'intérieur, qui eut, aux côtés du général Leclerc, à recevoir la reddition des forces allemandes à Paris.

➔ **Leni Riefenstahl**

Cinéaste propagandiste du nazisme et du Reich, elle s'est éteinte paisiblement à l'âge de cent un ans. Elle avait tout fait pour faire oublier cette active complicité et redorer son blason d'artiste, aidée en cela par quelques bonnes âmes. Membre du cercle des intimes de Hitler, elle avait bénéficié d'un non-lieu fort clément au lendemain de la guerre. Avide de pouvoir et de gloire, elle incarne à jamais le sacrifice de l'éthique au nom de l'esthétisme. Du *Triomphe de la volonté* (1935) glorifiant le congrès-spectacle de Nuremberg, aux *Dieux du Stade*, film fleuve exaltant la beauté aryenne et virile, jusqu'à *Tiefland*, pour lequel elle "recrute" cent-vingt figurants tsiganes dans un camp, elle ne cessa de faire œuvre de propagande au service du nazisme et n'eut aucun remords, aucun état d'âme.

➔ **Papon**

Pas un bulletin où nous ne soyons contraints de reparler du condamné pour complicité de crime contre l'humanité. Après avoir obtenu sa libération anticipée en tant que "grabataire", voici qu'il a osé revêtir l'habit d'"indigent" pour quémander en bonne et due forme un RMI auprès du bureau d'aide sociale de sa commune de Gretz. Ce "miséreux", comble de cynisme, a chargé sa secrétaire de cette pénible démarche. Après instruction, une réponse négative a été adressée à l'intéressé par la Caisse d'allocations familiales de Seine-et-Marne. En revanche, le Conseil d'État l'a rétabli dans ses droits, suspendus depuis 1999, à percevoir sa pension de retraite en qualité d'ancien préfet ; une décision considérée à juste titre par les familles de "véritable provocation", d'autant que le condamné doit toujours la modique somme de 360 000 euros aux parties civiles.

Concours national de la Résistance et de la Déportation

Thème 2004 : Les Français libres

Les Français libres, dans la stricte acception du terme, sont les hommes et les femmes qui, après son Appel du 18 juin 1940, se sont ralliés au général de Gaulle jusqu'en juillet 1942. Après cette date, la France libre cède la place à la France combattante, le nouveau terme rendant compte de l'union de la Résistance extérieure et de la Résistance intérieure. On peut étendre la France libre jusqu'à mai 1943, quand de Gaulle quitte Londres pour Alger afin de sceller l'union des forces et des territoires français, après l'accord passé avec le général Giraud.

Les premiers Français libres sont pour moitié des militaires, rarement officiers de carrière, à peine 10 000 à la fin 1940 ; pour moitié des civils venus de tous les horizons sociaux et professionnels, mais les classes moyennes et populaires l'emportent largement ; les jeunes représentent un part importante de l'ensemble, mais les femmes sont peu nombreuses.

Cependant, l'histoire des Français libres ne s'arrête pas en 1942 ou 1943. Tous, autant qu'ils le peuvent, continuent la lutte sur les fronts extérieurs, auprès de la Résistance intérieure ou dans les administrations et services de Londres ou d'Alger, jusqu'à la Libération de la France, et pour beaucoup jusqu'à la capitulation de l'Allemagne, voire du Japon. S'intéresser à la France libre, c'est donc suivre les pas de ces hommes et ces femmes qui choisirent de suivre de Gaulle afin que la France demeure présente dans la lutte et participe à la victoire aux côtés des alliés.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Les publications à paraître sur le thème du concours proposeront des bibliographies plus complètes (dossier des Fondations pour la mémoire de la déportation, de la Résistance, de la France libre ; dossier du Musée de la Résistance nationale ; dossier de la FNDIRP ; dossier de la FNDIR-UNADIF). La bibliographie ci-dessous ne prétend pas être exhaustive, mais seulement indicative. Ont été privilégiés les ouvrages les plus récents (ou ayant fait l'objet d'une réédition récente) et les plus accessibles pour les élèves préparant le concours (ou contenant des documents, des extraits pouvant être utilisés par les élèves).

L'ouvrage de référence sur la France libre est celui de Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *La France libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Gallimard, 1996 (réédition Folio Histoire, 2001, en 2 tomes).

L'auteur, à la fois témoin et historien, fait une mise au point précise et rigoureuse sur l'histoire de la France libre, notamment les relations avec les alliés, les ralliements de l'Empire, les événements d'Afrique du Nord, les relations avec la Résistance intérieure, etc. (la table des matières détaillée permet de retrouver aisément les informations recherchées). L'ouvrage contient en outre un index très utile (pour retrouver un personnage ou une organisation) et une bibliographie importante (et actualisée pour chaque édition).

La lecture indispensable (au moins par les enseignants) du précédent peut être complétée par :

- COINTET Michèle et Jean-Paul, *La France à Londres, 1940-1943*, Paris, Complexe, 1990.
- MICHEL Henri, *Histoire de la France libre*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1980, 4^e édition corrigée.
- MURRACIOLE François, *Histoire de la France libre*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1996.

1 - ÉTUDES ET TÉMOIGNAGES CONCERNANT LES FRANÇAIS LIBRES

Certains ouvrages permettent de saisir les Français libres, parmi l'ensemble des résistants, en tant que collectivité, à la fois disparate et mue par une conviction commune :

- BENAMOU Georges-Marc, *C'était un temps déraisonnable. Les premiers résistants français*, Paris, Laffont, 1999.
- CRÉMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, *Les Français de l'An 40* (2 tomes), Gallimard, 1990.
- NOTI Jean Christophe, *1 061 Compagnons : histoire des Compagnons de la Libération*, [Paris], Perrin, 2000.
- RONDEAU Daniel, et STEPHANE Roger, *Des hommes libres. La France libre par ceux qui l'ont faite*, Paris, Grasset, 1997.

Beaucoup d'autres sont le récit biographique ou autobiographique de Français(e)s libres. Parmi les très nombreux ouvrages parus depuis 1945 (et même avant), on peut citer ceux se rapportant à quelques grandes figures de la France libre :

- * **Le général de Gaulle** (sans lequel les Français libres ne seraient pas)
- DE GAULLE Charles, *Mémoires*, Paris, Gallimard (Bibl. de la Pléiade), 2000.
- LACOUTURE Jean, *De Gaulle*, t. I : *Le Rebelle*, Paris, Éd. du Seuil, 1984.
- LA GORCE Paul Marie de, *De Gaulle*, Paris, Perrin, 1999.
- PENICAUD Blandine et VIDAL-NAQUET Vincent, *Charles de Gaulle*, Paris, Hatier, 2003.
- * **Le général Leclerc**
- COMPAGNON Jean (Général), *Leclerc, maréchal de France*, Paris, Flammarion, 1996.
- GOURMEN Pierre, et MARTEL André, *Leclerc, un homme, un chef, une épopée*, Paris, Lavauzelle, 1987.
- LEVISSE-TOUZE Christine (sous la direction de), *Du capitaine de Hauteclouque au général Leclerc*, Actes du colloque organisé par le mémorial Leclerc et de la Libération de Paris et le musée Jean-Moulin en novembre 1997, Bruxelles, Éditions Complexe, 2000.
- LEVISSE-TOUZE Christine, *Philippe Leclerc de Hauteclouque (1902-1947). La légende d'un héros*, Paris, Paris Musées/Tallandier, 2002.

* **Le préfet Jean Moulin**

- AZEMA Jean Pierre (sous la direction de), *Jean Moulin face à l'histoire*, Paris, Flammarion, 2000.
- CORDIER Daniel, *Jean Moulin. L'Inconnu du Panthéon*, 3 volumes parus, Paris, J.-Cl. Lattès, 1989.
- , *Jean Moulin. La République des catacombes*, Paris, Gallimard, 1999.

- PÉAN Pierre, *Vies et morts de Jean Moulin*, Paris, Fayard, 1998.

* **Le juriste René Cassin**

- CASSIN René, *Les Hommes partis de rien*, Paris, Plon, 1975.
- ISRAËL Gérard, *René Cassin*, Paris, Desclée de Brouwer, 1990.

* **Le colonel Passy**

- PASSY (Colonel), *Mémoires du chef des services secrets de la France libre*, présentés et annotés par J.-L. Crémieux-Brilhac, Paris, Éditions Odile Jacob, 2000.
- PERRIER Guy, *Le Colonel Passy et les services secrets de la France libre*, Paris, Hachette, 1999.

Et **une multitude d'autres**, Français libres ou résistants de l'intérieur en contact avec la France libre, parmi lesquels :

- FRENAY Henri, *La nuit finira*, Robert Laffont, 1973.
- LERNER Henri, *Catroux*, Paris, Albin Michel, 1990.
- MESSMER Pierre, *Après tant de batailles...Mémoires*, Paris. Albin Michel, 1992.
- MONTETY Etienne de, *Honoré d'Estienne d'Orves. Un héros français*, [Paris], Perrin, 2001.
- PIERRE-BROSSOLETTE Gilberte, *Il s'appelait Pierre Brossolette*, Paris, Albin Michel, 1976.
- PIKETTY Guillaume, *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1998.
- PINEAU Christian, *La Simple Vérité (1940-1945)*, Paris, Julliard, 1961 (réédition Phalanx, 1983)
- REMY (Colonel), *Les soldats du silence. Mémoires d'un agent secret de la France libre*, France Empire, 3 tomes, 1998.
- SCHUMANN Maurice, *Un certain 18 juin*, Paris, Plon, 1980.
- VILLON Pierre, *Résistant de la première heure*, Entretiens avec Claude Willard, Paris, Éditions sociales, 1989.
- etc.

La consultation des revues de l'Institut Charles-de-Gaulle (*Espoir*) ou de la Fondation de la France libre (*Revue de la France libre*), du bulletin de la Société d'entraide de l'Ordre de la Libération ou des diverses publications des associations et fondations d'anciens de la France combattante, peut s'avérer très utile également.

2 - ÉTUDES CONCERNANT LA FRANCE LIBRE

* **Les Forces française libres et l'Armée française**

- *Les Armées françaises pendant la Seconde Guerre mondiale, 1939-1945*, Actes du colloque international de Paris, 7-10 mai 1985, organisé par la Fondation pour les études de Défense nationale, l'Institut d'histoire des conflits contemporains, le SHAT, le SHAM, le SHAA, Paris, École nationale supérieure des techniques avancées, 1986.
- BENARD Jean-Pierre, *Bir Hakeim*, Nouvelles Éditions latines/Fondation de la France libre, 2002.
- BROCHE François, *Bir Hakeim, juin 1942. La France renaissante*, Paris, Éditions italiques, 2002.
- CASALIS André, *Cadets de la France libre : l'École militaire*, Paris, Lavauzelle, 1994.
- CHALINE E. (vice-amiral) et SANTARELLI P. (capitaine de vaisseau), *Historique des Forces navales françaises libres*, Paris, SHAM, 1989.

- CHRISTIENNE Charles (général) et LISSARAGUE Pierre (général), *Histoire de l'aviation militaire. L'armée de l'air 1928-1981*, Paris et Limoges, Lavauzelle, 1981.
- COURRIÈRE Yves, *Normandie-Nièmen*, Presses de la Cité, 1979.
- Fondation Général Leclerc de Hauteclouque, maréchal de France, *Soldats de Leclerc*, Paris, Lavauzelle, 1997.
- GAUJAC Paul, *L'Armée de la victoire*, t. I à III, Paris et Limoges, Lavauzelle, 1984-1986.
- REPITON-PRENEUF Paul, *2^e DB. La campagne de France*, Imprimerie nationale, 1994.
- SAINT-HILLIER (général), *La 1^{ère} DFL et le général de Gaulle*, Paris, Éditions La Bruyère, 2000.

La France libre et la place de la France dans le monde en guerre

- AGERON Charles-Robert (sous la direction de), *Les Chemins de la décolonisation de l'Empire français (1936-1956)*, Actes du colloque IHTP des 4 et 5 octobre 1984, Paris, CNRS, 1986.
- AGLION Raoul, *De Gaulle et Roosevelt. La France Libre aux États-Unis*, Paris, Plon, 1984; 2^e édition revue et augmentée, Paris, Éditions La Bruyère, 1997.
- BOURGI Raymond, *Le général de Gaulle et l'Afrique noire, 1940-1969*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1980.
- BUTON Philippe, GUILLON Jean-Marie, *Les Pouvoirs en France à la Libération*, Paris, Éditions Belin, 1990.
- Fondation Charles de Gaulle, *Le Rétablissement de la légalité républicaine*, 1944, Actes du colloque de Bayeux, 6-8 octobre 1994, Paris, Éditions Complexe, 1996.
- GIRARD DE CHARBONNIÈRES Guy, *Le Duel Giraud-de Gaulle*, Paris, Plon, 1984.
- KERSAUDY François, *De Gaulle et Churchill*, Paris, Plon, 1982
- LEVISSSE-TOUZE Christine, *L'Afrique du Nord dans la guerre*, Paris, Albin Michel, 1998.
- LEVISSSE-TOUZE Christine (sous la direction de), *Paris 1944, les enjeux de la Libération*, Actes du colloque des 2-4 février 1994, Paris, Albin Michel, 1994.

La France libre, l'action clandestine et la Résistance en France

- CREMIEUX-BRILHAC Jean-Louis (sous la direction de), *Ici Londres... Les voix de la liberté, 1940-1944*, 5 volumes ill., Paris, La Documentation française et Club français des bibliophiles, 1975-1977.
- GIRAUD Henri-Christian, *De Gaulle et les communistes*, 2 volumes, Paris, Albin Michel, 1988-1989.
- GRENIER Fernand et DUCLOS Jacques, *Correspondance Londres-Paris 1943. Les relations de Gaulle P.C.F.*, Institut de recherches marxistes, Paris, 1994.
- KASPI André, *La Libération de la France, juin 1944-janvier 1946*, Paris, Perrin, 1995.
- LABORIE Pierre, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Éditions du Seuil, 1990.
- NOGUERES Henri, *Histoire de la Résistance en France*, Paris, Laffont, 1967-1981, 5 volumes
- *Les Réseaux Action de la France combattante, 1940-1944*, Paris, Amicale des réseaux Action de la France combattante, 1986.
- *La Résistance et les Français, lutte armée et maquis*, Actes du colloque de Besançon, 15-17 juin 1995, Musée de la Résistance et de la Déportation, Besançon, Annales de l'université de Franche-Comté/Paris, Belles Lettres, 1996.

NOTES DE LECTURE

➔ **Les naufragés et rescapés du Train Fantôme**, de Laurent Lutaud et Patricia Di Scala (L'Harmattan, 20 euros).

Août 1944, dans le sud de la France, à une portée de vélo d'Avignon ; c'est le milieu des vacances et, chacun l'espère, la fin de la guerre. Au bord d'une route, des enfants jouent sous une chaleur de plomb. Soudain, une rumeur brise le silence et l'emplit peu à peu : gémissements et plaintes. Puis, une vision fait irruption dans l'espace : une colonne d'hommes et de femmes, à la démarche douloureuse. Ils ont été débarqués à Roquemaure, de l'autre côté du Rhône. Maigreurs des silhouettes, vide des regards. Une plainte enfle : "à boire". Vite, les soldats allemands intiment au villageois de regagner leurs maisons, de fermer leurs fenêtres. Pourtant une poignée de courageux tentent de leur venir en aide. Une semaine plus tard, ces volets s'ouvriront sur les jeeps de l'armée américaine. La vie reprend, les enfants deviennent adultes. Mais Charles, Louis et Jacqueline n'ont jamais oublié cette image furtive qui les hante. Alors, quarante-cinq ans plus tard, ils remontent l'écheveau du temps et rencontrent Antoine, déporté à Dachau. Car la colonne entrevue fut, le jour même, embarquée à bord d'un nouveau train avec ce camp pour destination finale. Une association créée, une plaque est apposée, un livre voit le jour en 1991 (*Étude sorguaise, 1991*). Plus de cinq cents internés du Vernet d'Ariège et d'autres lieux, dont des femmes de la prison de Saint-Michel de Toulouse, rejoints par cent cinquante détenus extraits du Fort du Hâ, constituaient ce convoi formé fin juin 1944, qui, après un périple inouï, devait arriver à Dachau le 28 août. Les auteurs du présent livre, l'un documentariste, l'autre rédactrice de manuels scolaires, ont à leur tour enquêté sur les pas de ces déportés et nous en livrent une histoire vivante et chaleureuse, même si, parfois, ils n'évitent pas quelques jugements peut-être un peu hâtifs.

➔ **Rive de cendre : Transylvanie-Auschwitz**, d'Ernest Vinurel (L'Harmattan, 350 pages, 29 euros).

Ce récit a pour trame le piège et le trajet qui font basculer la communauté juive de Transylvanie dans le néant. Les dix-huit années de jeunesse de l'auteur, Auschwitz et Mauthausen inclus, c'est une vie : il est le revenant de l'autre rive, exhumé moribond d'un continent aboli. Rien, pourtant, n'est plus étranger à ses Mémoires, que le sentiment de la fatalité. Échappant (seul de sa famille) à l'extermination immédiate pour être promis à un travail exténuant et une mort différée, l'auteur partage ensuite, à peu près, le sort des déportés non-juifs – parmi eux, des résistants français. Une

distance insoumise signalait déjà l'adolescent en rupture avec les traditions familiales et communautaires ; l'intransigeance de l'analyste traque *a fortiori* la logique SS, la conscience autrichienne, la complexité de la société concentrationnaire et, sans faillir, les concepts paresseux de "chance, hasard, destin". Du transfert vers Mauthausen, l'auteur note étrangement : "il n'a pas laissé de trace dans ma mémoire." Arraché à sa famille, à lui-même et à son histoire, il est au plus creux du sentiment d'exister : Auschwitz, "domicile habituel des parents", dit cyniquement une fiche de l'administration SS, lue bien plus tard... ! C'est dire l'énergie à laquelle on doit ce livre si substantiel et si maîtrisé, celle d'un homme déchiré entre douleur et fureur, hanté par le besoin de comprendre, et qui, tout au long de ces pages, nous parle de la liberté.

Très intéressante préface de D. Simon, président délégué de l'Amicale de Mauthausen.

➔ **Visages de la Résistance bretonne : réseaux et mouvements de résistance en Côtes-d'Armor**, d'Alain Lozac'h (Coop Breizh - 22,50 euros).

Une somme de 320 pages, abondamment illustrée par François Le Jean, jeune instituteur durant l'Occupation, responsable clandestin des Forces unies de la jeunesse patriotique et ancien membre du Comité départemental de Libération.

➔ **Le passé d'une innocence**, de Laurent Lévy.

Issu d'une famille assimilée et laïque, mais profondément marquée par la douleur du père qui a perdu sa femme et un fils à Auschwitz, Laurent Lévy nous livre le récit autobiographique d'un passage à l'âge d'homme qui se passe au cours d'une mission professionnelle à Leningrad en 1978. L'auteur est alors âgé de vingt-huit ans. Vingt ans plus tard, à la faveur d'une rencontre avec un livre de Primo Levi, le narrateur se souvient de ce voyage initiatique, au cours duquel il a redécouvert sa judéité. Pour preuve ces quelques extraits : "Georges m'avait montré son passeport. Incrédule je déchiffrais l'inscription «juif» que Youri me désignait du doigt en vis-à-vis de la mention «nationalité». Même en caractères cyrilliques les mots portaient pleinement leur signification [...] À cette époque, je n'étais pas très averti des pogroms et des violences antisémites que la communauté juive avait endurés en Russie. En tenant le passeport de Youri entre mes mains, je fus profondément touché et je pensais que moi aussi, si j'étais né dans ce pays, j'aurais eu cette même mention écrite sur mon passeport." Éditions La Cause des livres, 94 p., 10 euros. (Diffusion : Tél. : 01 45 05 17 05).

Cette lettre de notre ami Paul Roos, président de la DT du Nord, nous invite à une réflexion sur la tolérance.

L'un de mes amis, Olivier Straudo, a effectué un travail de recherche et de synthèse original sur les mots "tolérance" et "intolérance", qui reviennent dans beaucoup de discours. Il observe que leur emploi est banal, rapide, confus. Ces termes, paradoxaux, nourrissent le besoin de s'interroger sur leur véritable sens. Je le remercie de m'avoir autorisé à faire partager le fruit de ses interrogations. Quelles différences faire ? Et comment l'Homme passe-t-il d'une notion à l'autre, sans aucune recherche de compréhension ?

Une approche simpliste porte une première distinction entre ces deux termes ; elle est purement binaire. L'intolérance serait alors la non-acceptation de la différence par rapport à son propre référentiel, alors que la tolérance en serait la simple acceptation. Mais cette différence dont on parle, est-elle toujours acceptable ? Qu'en serait-il d'une tolérance qui accepterait l'inacceptable ? Elle devient créatrice d'un laxisme perturbateur, source de désordres dans les bonnes consciences, approche binaire de la différence.

Si la frontière entre tolérance et intolérance peut sembler parfois obscure, que dire alors de celle séparant la tolérance du laxisme ? Est-il tolérant ou laxiste celui qui, lors d'un dîner d'affaires, entend l'un des convives parler de et je cite "ces youpins qui orientent l'économie", et qui fait mine de n'avoir rien entendu sous prétexte qu'une telle stupidité ne mérite pas d'être relevée ? Est-il tolérant ou laxiste celui qui, prenant le métro, voit près de lui trois jeunes gens bousculant avec plaisir des personnes âgées et qui, sous prétexte qu'il faille que jeunesse se fasse, évite toutes remarques envers ces derniers ? L'acte dit de tolérance n'est-il pas un masque agréable pour couvrir une attitude empreinte de lâcheté ? (...)

Je distingue un premier aspect, la tolérance "travaillée" : la capacité à écouter l'autre, à comprendre. Elle ne se limite pas à une simple acceptation de la différence de l'autre : elle est la compréhension de cette différence, un véritable démenti à l'approche freudienne qui la réduit à un acte compensatoire face à une impossibilité de domination de l'Autre. Le deuxième aspect, est ce que nous appellerons l'intolérance "progressiste". Ici est mise en exergue la volonté de refuser l'inacceptable :

position de refus face aux actes attentatoires aux libertés individuelles, intolérance vis-à-vis des discours faisant l'apologie de l'exclusion. Toute démarche qui vise à dire "non" est combative quand l'injustice s'affirme. Loin d'être une attitude statique de simple opposition, elle est au contraire une attitude dynamique qui cherche à construire ou à reconstruire. Cette intolérance n'a de sens que si elle est source de progrès ; c'est une force de propositions. Elle trouve une légitimité dans la défense de valeurs fondamentales de la société. Le troisième de ces aspects représente le laxisme : sournoise et pernicieuse, cette paresse de l'esprit frappe dans notre quotidien ; incivilités trop souvent considérées bénignes, irrespects trop facilement excusés. Tous les prétextes sont bons pour justifier la passivité, l'inaction face à la transgression des règles régissant notre vie en commun et des principes essentiels. Quand nous acceptons l'inacceptable, quand nous tolérons, non par choix mais par faiblesse, le laxisme est là. Le dernier aspect est l'intolérance "réflexe", qui menace lorsque l'acuité sommeille. (...) Cette dernière, empreinte de préjugés, trouve peut-être son origine dans nos peurs les plus profondes, les plus lointaines, dans ces régions intimes que nous portons, là où la raison perd du terrain, minée par nos angoisses. Cette intolérance de l'obscur met en lumière une longue et douloureuse introspection pour chacun.

La cause n'est donc pas perdue ! Nous ne sommes en aucun cas dans un système déterministe où notre parcours individuel serait inscrit ! (...). Nous vivons la montée d'antagonismes religieux qui suscitent des radicalisations néfastes ; et face à des situations souvent difficiles à gérer, il nous semble souhaitable de mieux informer, de faire prendre conscience. C'est dans ce souci d'échanges et de compréhension mutuelle que pourront s'instaurer des relations pacifiques entre tous les membres de la société et leurs communautés. "...Nous avons parfois entrepris et réussi des tâches qui semblaient impossibles, étant donné nos faibles forces : en nous unissant, nous ne les additionnons pas, nous les multiplions", conclut Mme Marie-Jo Chombart de Lauwe, présidente de la FMD dans son livre *Toute une vie de résistance*. "Je suis persuadée, ajoute-t-elle, qu'il y aura toujours quelques êtres humains capables de s'opposer au mal et ainsi de faire progresser les forces de l'esprit."

La Commission paritaire des Publications et Agences de Presse nous fait obligation de présenter une comptabilité complète des recettes inhérentes à la vente au numéro ou par abonnement du bulletin "Mémoire et Vigilance". Elle nous interdit de procéder à la distribution gratuite des numéros de la revue. En conséquence "Mémoire et Vigilance" est expédié aux seuls abonnés.

Mémoire et Vigilance - Bulletin trimestriel de l'AFMD (Association loi de 1901) - 31 boulevard Saint-Germain - 75005 Paris
Tél : 01.43.25.84.98 - Fax : 01.43.29.58.92. Directeur de publication : D. Baron. Commission paritaire N° 0501 G 78817 -
Prix du numéro : 3,5 Euros. Abonnement : 10 Euros. Imprimerie et routage : Presse-Pluriel - 19 rue Frédérick Lemaître - 75020 Paris.